

CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE

DECLARATION RELATIVE

A

LA CRISE DU GOLFE

Conformément aux principes énoncés dans l'Acte final de Helsinki qui régissent nos relations mutuelles, nous, ministres des affaires étrangères des Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), réunis à New York, nous joignons aux Nations Unies pour condamner l'invasion et l'occupation du Koweït par l'Iraq. Ces actions compromettent un ordre mondial reposant sur la justice et la paix auquel la coopération plus étroite des pays européens apporte une importante contribution.

Nous engageons le gouvernement de l'Iraq à se retirer du Koweït immédiatement et sans conditions. Dans la recherche d'une solution pacifique, nous appuyons totalement toutes les résolutions pertinentes adoptées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et sommes résolus à veiller à leur application pleine et entière.

Nous exprimons notre appui aux pays particulièrement éprouvés du fait de la crise causée par l'Iraq et réaffirmons notre détermination d'oeuvrer de concert pour faire en sorte que le fardeau de la résistance à l'agression soit équitablement supporté par tous.

Nous désirons contribuer à la sécurité et au bien-être de la région et par là, favoriser la paix, la tolérance, la stabilité, et la coopération et le développement économiques; nous sommes par conséquent déterminés à appuyer les efforts en vue de résoudre les conflits dans cette région et de parvenir à une paix juste, générale et durable dans le respect des résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

New York, le 2 octobre 1990

CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE

COMMUNIQUE DE LA REUNION DE NEW YORK
DES
MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA CSCE

(1) Les ministres des affaires étrangères des trente-cinq Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe se sont réunis à New York les 1er et 2 octobre 1990 pour examiner l'état d'avancement des travaux préparatoires à la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement à Paris. C'est la première fois que la CSCE s'est réunie aux Etats-Unis.

(2) Les ministres ont attaché une grande importance à l'esprit de cohésion qui préside aux délibérations de la CSCE et rassemble les peuples et les gouvernements des pays d'Europe, des Etats-Unis et du Canada. Le processus de la CSCE a démontré sa vitalité dans les années difficiles de confrontation et de méfiance entre l'Est et l'Ouest et constitue maintenant un élément important de l'édification de la nouvelle Europe. Dans l'ère nouvelle des relations entre les Etats de la CSCE, les objectifs énoncés en 1975 à Helsinki ont été atteints à un degré qu'il aurait été impossible de prévoir il y a quelques années. Les ministres sont convenus que le rôle de la CSCE doit être renforcé pour tirer parti des nouvelles possibilités offertes en matière de coopération.

(3) Dans cet ordre d'idées, les ministres ont examiné les travaux du Comité préparatoire de la réunion au Sommet de Paris, réuni à Vienne depuis le 10 juillet. Leurs délibérations ont fait ressortir une convergence de vues au sujet de la portée et des objectifs de la réunion au Sommet de Paris et des nouvelles étapes importantes que la CSCE peut dorénavant aborder. Ils ont exprimé l'espoir que l'élimination de la tension et une meilleure coopération entre les pays de la CSCE contribueront encore davantage à la réduction des tensions dans d'autres régions du monde.

(4) Les ministres ont approuvé l'ordre du jour de la réunion au Sommet de Paris, joint au présent communiqué. Ils sont convenus que le Sommet se tiendrait comme prévu du 19 au 21 novembre. Toutefois, ils ont estimé qu'il était indispensable qu'un Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe soit prêt à la signature à cette date. Ils ont exprimé l'espoir que le Sommet appuierait une série d'importantes mesures de confiance et de sécurité.

(5) Les ministres ont accueilli avec satisfaction le traité sur le règlement final relatif à l'Allemagne en notant qu'il s'agissait d'un étape historique vers une Europe unie et libre. Les ministres ont été unanimes à reconnaître que l'unification de l'Allemagne contribue de façon importante à la stabilité, à la coopération et à l'unité en Europe.

(6) Les ministres ont exprimé leur profonde gratitude au peuple et au gouvernement des Etats-Unis pour l'excellente organisation de la réunion de New York et pour le chaleureux accueil réservé aux participants.

New York, le 2 octobre 1990